

# Un jeu dangereux

Le prochain gouvernement en Italie a tout intérêt de miser sur des réformes économiques profondes

**Luxembourg.** Après le basculement de la coalition italienne cette semaine, la troisième économie de la zone euro se retrouve de nouveau dans la tourmente politique. Suite à la rupture du gouvernement initiée par le ministre de l'intérieur Matteo Salvini, après 14 mois seulement au pouvoir, le Premier ministre Giuseppe Conte a annoncé mardi dernier sa démission. Si les conséquences visibles sont, actuellement, de nature politique, les conséquences économiques risquent d'être bien plus graves.

Sur les marchés financiers, le risque est présenté surtout par l'incertitude quant à l'avenir. Vendredi dernier, le spread (écart entre le taux de la dette italienne comparé au taux allemand, référence dans le marché) a bondi de plus de 30 points de base pour s'établir à 241 points, témoignant de l'inquiétude des milieux financiers. De son côté, la bourse italienne a chuté, entraînée surtout par les valeurs bancaires qui détiennent la plus grande partie de la dette italienne.

En publiant, vendredi 16 août, sa notation sur l'Italie, la maintenant en l'état à BBB (soit deux crans au-dessus de la catégorie spéculative «junk») avec une perspective négative, l'agence Fitch n'avait pas encore connaissance des nouveaux éléments qui se sont produits mardi dernier. L'agence de notation Moody's avait déjà abaissé en octobre 2018 la note de la péninsule à «Baa3» (juste un cran au-dessus de la catégorie spéculative) en émettant des doutes sur les choix budgétaires de la coalition populiste.

## Une mauvaise posture

La semaine prochaine seront publiés des chiffres de l'économie italienne qui confirmeront sa mauvaise posture. La salve des indicateurs sera ouverte par la confiance des consommateurs et des entreprises qui sont attendues en recul. Ce manque de confiance se traduit par une absence ou une hésitation d'investissements, surtout



Le président italien Sergio Mattarella, après une conférence de presse à Rome.

Photo: AFP

en ce qui concerne les entreprises ébranlées par cette instabilité économique et politique. Le taux de chômage mensuel est attendu en hausse de 9,7 %, à 10 %. A noter que dans le segment des 15 à 24 ans, le chômage italien s'élève à 28,1 %, soit très au-dessus de la moyenne de la zone euro (entre 7,5 % et 15,4 %).

Finalement, vendredi prochain sera publié le produit intérieur brut interannuel (PIB) dont les analystes estiment qu'il sortira à 0,1 %. Après une «récession technique» (quatre mois consécutifs de baisse du PIB au second semestre 2018), l'Italie a connu une croissance nulle au cours des six premiers mois de 2019. La Commission européenne et le Fonds monétaire international tablent sur une croissance italienne de seulement 0,1 %, tandis que le gouvernement italien prévoyait 0,2 %

pour 2019. Certains analystes craignent même que le pays puisse tomber à nouveau en récession.

## Une dette à la dérive

L'économie italienne est donc mal en point, mais c'est surtout la dette colossale qui inquiète de nombreux spécialistes. Avec un montant total de 2.300 milliards d'euros représentant 132 % de son PIB, l'Italie présente le ratio le plus élevé de la zone euro, derrière la Grèce. Selon un document économique et financier adopté par le Conseil des Ministres italien du 9 avril de cette année, la dette italienne est à la dérive. Après un niveau de 131,4 % en 2017, le ratio est passé à 132,2 % en 2018 et devrait se situer à 132,6 % en 2019. C'est à ce sujet que le gouvernement italien, sous l'égide de Matteo Salvini, s'est déjà frotté à plusieurs reprises avec la Commission euro-

péenne. En effet, le gouvernement qui s'est formé en juin 2018 entre «La Ligue» et «Le Mouvement des cinq étoiles» avait pour objectif d'augmenter son déficit public de 2,40 %. Une hausse de 2,04 % en 2019 a finalement été acceptée après de longues discussions. Avec une croissance proche de zéro, un déficit budgétaire au-delà des 2 %, plus le poids des tensions commerciales au niveau mondial, une industrie à la peine et une consommation qui faiblit, la situation en Italie risque d'être explosive.

A côté de ces chiffres inquiétants sur l'économie italienne, le gouvernement populiste, de Matteo Salvini, avait envisagé des baisses d'impôts conséquentes (son fameux «choc fiscal» de 30 milliards d'euros) et des grands chantiers publics afin de relancer l'économie. De plus, il avait promis d'empêcher la hausse de la

TVA, déjà votée par le Parlement sortant. L'impact de cette hausse représentait 23 milliards d'euros. Dans le cas d'un nouveau gouvernement avec comme Premier ministre Matteo Salvini, ces revendications risquent de revoir le jour.

L'ancien ministre de l'Économie, sous les gouvernements Gentiloni et Renzi, disait: «Le débat actuel sur la formation ou pas d'un nouveau gouvernement donne pour acquis que la situation économique de l'Italie soit gérable.» Cette affirmation est une erreur. Dans l'ensemble, les pays de l'Union européenne ont profité de la croissance des dernières années pour réduire leur dette publique. L'Italie est non seulement le pays le plus fortement endetté – après la Grèce – mais aussi celui dont la dette a le moins baissé. À eux seuls, les intérêts de cette dette coûtent environ 65 milliards d'euro par an.

## Un scénario de crise menace

Les marchés financiers pourraient remettre tout ce monde d'accord. Jusqu'à présent, les investisseurs avaient un certain goût pour le risque et la dette italienne a pu être placée assez facilement. Mais si la confiance dans le pays devait se dégrader davantage, un scénario de crise menacerait l'Italie. Le risque de voir monter le spread vers les 350 points (niveau d'il y a quelques mois) est donc réel. Pour le moment, la politique monétaire très accommodante de la Banque centrale européenne (BCE) joue en faveur de l'Italie. Des hausses de taux par l'augmentation des spreads ou via la BCE risquent d'envenimer encore la situation de la dette italienne.

Le nouveau gouvernement aura donc tout intérêt à revoir sa copie au niveau des dépenses. Promettre des baisses d'impôts et des investissements sans contreparties reste un jeu dangereux. Dans le cas de l'Italie, ce sont plutôt des réformes profondes qui devraient être mises à l'ordre du jour.

Mike Felten  
Directeur  
Fortuna Banque s.c.

## Milliardär David Koch stirbt mit 79

**New York.** Der US-Milliardär und einflussreiche Unterstützer konservativer Politik, David Koch, ist tot. Der US-Unternehmer sei nach langer Krankheit mit 79 Jahren gestorben, teilte die Firma „Koch Industries“ von ihm und seinem Bruder Charles am Freitag mit. Die Brüder machten mit einem Imperium an Ölpipelines, Rinderfarmen, Papier- und Düngemittelherstellern sowie Technologiefirmen ein Vermögen. Forbes listet David Koch mit mehr als 42 Milliarden Dollar (etwa 38 Milliarden Euro) als einen der reichsten Menschen der Welt. Ihr Geld benutzten die konservativen Koch-Brüder über Jahrzehnte, um die Politik in den USA zu beeinflussen.

Koch Industries besitzt in Luxemburg die beiden Werke des Glasherstellers Guardian. pley

## Tschernobyl auf Eis

Erstes schwimmendes Atomkraftwerk sticht in See

**Murmansk.** Es glänzt in den russischen Nationalfarben und ist das neue Prestigeprojekt für die Atommacht Russland: Das erste schwimmende Atomkraftwerk hat sich auf den Weg zu seinem Zielhafen Pewek im äußersten Nordosten des Landes gemacht. Schlepper zogen am Freitag das umstrittene Kraftwerk mit dem Namen „Akademik Lomonossow“ aus dem Hafen in Murmansk in Nordrussland. Es soll in den nächsten zwei Monaten rund 4700 Kilometer zurücklegen, wie der russische Atomkonzern Rosatom mitteilte.

Das schwimmende AKW mit zwei Druckwasserreaktoren soll ab Jahresende die schwer zugängliche Region mit Strom und Wärme

versorgen. Zudem soll die Anlage mit insgesamt 70 Megawatt Leistung Energie für die Gas- und Ölbohrinseln liefern. Das Kraftwerk, das wie ein Schiff aussieht, kann eine Stadt mit etwa 100 000 Ein-



Die „Akademik Lomonossow“ wird seit Jahren von Umweltschützern bekämpft. Foto: AFP

wohnern versorgen. „Es ist ein bedeutender Beitrag für die Zukunft der Arktis“, sagte Rosatom-Chef Alexej Lichatschow. Orthodoxe Priester weihten das Kraftwerk, die Reaktoren und den Kontrollraum vor dem Start. Das russische Staatsfernsehen übertrug das Auslaufen in einer Sondersendung.

In der Region Tschukotka, wo die Stadt Pewek liegt, gibt es bereits das Atomkraftwerk Bilibino. Es ist jedoch auf Permafrostboden gebaut und veraltet. Durch den Klimawandel taut auch der bislang dauerhaft feste Untergrund auf. Bilibino soll in den kommenden Jahren stillgelegt werden. Die Region soll dann durch die „Akademik Lomonossow“ mit Energie versorgt werden. dpa

## Google ändert Android-Namensgebung

**Mountain View.** Google gibt die Tradition auf, Versionen des Betriebssystemes Android nach Süßigkeiten zu benennen. Die nächste Variante, für deren Namen bisher der Anfangsbuchstabe „Q“ vorgemerkt war, soll nun stattdessen Android 10 heißen. Google war in alphabetischer Reihenfolge von Android Cupcake bis zu Android Pie gekommen. dpa

## Zahl des Tages

90 000

Gewaltiges Datenleck: Sensible Daten von 90 000 Mastercard-Kunden wurden im August 2019 frei zugänglich in einem Forum veröffentlicht.